



**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie
relative à la commercialisation des capacités de transport entre les
zones Nord de GRTgaz, Sud de GRTgaz, TIGF et l'Espagne
disponibles à compter du 1er avril 2014**

Paris le 26 Juin 2013

Question 1 : Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud soit adéquate ?

Nous partageons l'avis de la CRE sur le besoin de visibilité en zone sud pour les expéditeurs. La durée de quatre ans jusqu'à l'objectif de fusion des zones d'équilibrage nous semble adéquat.

Question 2 : Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1^{er} avril 2014 à la liaison Nord-Sud ?

Nous sommes favorables à cette allocation pour recaler le processus d'enchère sur le code réseau CAM.

Question 3 : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?

Nous sommes favorables pour reconduire les règles de la dernière commercialisation nord/sud en augmentant à 1.3 le facteur du plafond de demande.

Question 4 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Nous sommes défavorables à l'attribution de 23GWh/jour à un prix régulé en priorité aux expéditeurs titulaires d'un contrat de raccordement. Cette mesure, si elle était approuvée, serait contraire aux principes d'égalité entre consommateurs. Elle créerait une distorsion de concurrence premièrement entre commercialisateurs possédant des sites de livraisons et les autres commercialisateurs, deuxièmement entre clients du réseau de transport et de distribution. Nous exprimons donc vivement notre opposition à cette mesure.

Par défaut, si une telle mesure était validée, nous demandons que les participants à la première phase ne puissent pas participer à la seconde phase d'enchère (et vice versa).

Nous sommes favorables au reste des règles de commercialisation, et approuvons la volonté de ne commercialiser que 25% des capacités sur la période 2016-2018.

Question 5 : Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?

Nous sommes favorables à cette mesure limitant l'attribution de capacité long terme à certains acteurs.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en mars 2014, les capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Nous sommes également d'accord sur le calendrier proposé.

Question 7 : Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels ?

Nous souhaitons une étude plus approfondie sur ces mécanismes de rétribution en concertation gaz avant de nous prononcer sur les différentes alternatives. Cependant, nous soutenons toute initiative visant à augmenter la disponibilité des capacités nord sud.

Question 8 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

Nous rejoignons l'analyse de la CRE sur ce point. Néanmoins, nous demandons que seulement une proportion des capacités pluriannuelles soit mise aux enchères : 50% en 2016 et 25% en 2017-2018 comme cela est le cas pour les enchères Nord=>Sud.

Question 9 : Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1^{er} avril 2014 ?

Conformément à notre position en concertation, nous souhaiterions que ces 30GWh/jour soient proposées prioritairement aux enchères si la demande pour ces capacités existe.

Les capacités interruptibles non souscrites à l'issue des enchères annuelle et pluriannuelle pourraient éventuellement être allouées à ces dispositifs, mais non à priori.

Question 10 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1^{er} avril 2014 ?

Nous sommes favorables aux règles de commercialisation de la capacité Midi.

Question 11 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1^{er} avril 2014 à Larrau et à Biriattou ?

Nous sommes favorables aux règles d'allocation envisagée par la CRE.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

Nous partageons l'analyse de la CRE, le reversement des excédents via le CRCP constituerait une solution sous optimale et inégalitaire.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

Nous partageons les conclusions de la CRE sur ce point.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?

Cette solution nous paraît effectivement la meilleure, car elle garantit la réactivité et l'égalité dans le remboursement de la rente générée.

Néanmoins, les expéditeurs ayant acquis des capacités au tarif régulé lors de la première phase d'attribution (si un tel mécanisme était adopté) devraient de fait être exclus du remboursement des excédents liés à la vente de capacités Nord-Sud.

Question 15 : Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?

Nous sommes favorables au remboursement proportionnel aux volumes livrés et non aux capacités, par souci d'équité entre les clients profilés et non profilés, mais également afin d'éviter la rétribution de clients à l'arrêt pendant une certaine période, ne consommant pas de gaz mais ayant une capacité sur le réseau.

Question 16 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1^{er} avril 2015 ?

Dans la mesure où les clients bénéficiant de la capacité Nord-Sud à prix régulé devraient être exclus du mécanisme de remboursement, nous ne sommes pas favorables à une mise en commun des excédents de recettes sur les enchères Larrau/Biriatou et Nord-Sud. Par conséquent, nous sommes défavorables à cette mesure.